

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DRIRE

Ile-de-France

Cergy, le

05 MARS 2009

Direction Régionale de l'Industrie,
de la Recherche et de l'Environnement
Groupe de Subdivisions du Val d'Oise
203, Les Chênes Bruns – 95000 – CERGY
<http://www.ile-de-france.drire.gouv.fr>

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET : Installations classées – Demande en date 27 juin 2008 de la société CFEB SISLEY
Entrepôt couvert de matières combustibles à Saint-Ouen-L'Aumône
Rapport de présentation devant le Conseil Département de l'Environnement et
des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST)

P.J. : Projet de prescriptions techniques

Par transmission reçue le 30 janvier 2009, Monsieur le Préfet nous a adressé le dossier de retour d'enquête publique concernant la demande visée en objet.

Ce rapport examine le caractère acceptable de la demande.

Il propose de saisir l'avis du CODERST sur les suites administratives réservées à l'instruction du dossier visé en objet et sur un projet de prescriptions techniques.

**Présent
pour
l'avenir**

www.developpement-durable.gouv.fr

La portée de la demande concerne les installations repérées (d).

Le rayon d'affichage de l'avis au public est de 2 km. Il concerne les communes de Saint-Ouen-L'Aumône, Pierrelaye, Herblay, Bessancourt, Frépillon et Méry-sur-Oise.

I-2 – Description de l'établissement et historique administratif

• Activités

La société SISLEY est spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits cosmétiques haut de gamme. Le projet consiste en la réalisation d'un bâtiment à usage d'entrepôt et de bureaux. L'entrepôt comprendra des zones de stockage et des zones de préparation de commandes. La partie bureaux comprendra les services administratifs, la direction industrielle du groupe, les services supports au fonctionnement du site ainsi que des laboratoires de recherche et développement de la marque.

Il n'y aura pas d'activité de fabrication sur le site. Les explosifs, les produits toxiques et les produits phytosanitaires ne seront pas admis sur le site.

Le site accueillera environ 300 personnes dans un premier temps, puis, jusqu'à 400 personnes à l'horizon 2015. Il fonctionnera de 7h à 21h pendant 5 jours sur 7. Une activité en 2*8 et éventuellement 6 jours sur 7 pourra être envisagée pour la partie entreposage.

Le site est situé sur la parcelle C1231 de la ZAC des Béthunes II de Saint-Ouen-L'Aumône. Il occupe une surface de 130 641 m² sur laquelle est construit un bâtiment de surface SHON de 45 739 m².

Outre les 8 cellules de stockage de l'entrepôt, le bâtiment est composé :

- de deux laboratoires de 100 m² chacun pour le contrôle de la qualité. Ces laboratoires sont conçus pour accueillir une activité de recherche et de développement (formulation d'essais de laboratoire) ;
- d'une chaufferie de 87 m² qui permettra à terme d'accueillir 3 chaudières fonctionnant au gaz et destinées à chauffer l'entrepôt ;
- d'un local de charge de 450 m² pour l'implantation de 40 postes de charge des batteries du matériel de manutention ;
- d'un local de maintenance de 137 m² qui sera dédié à la maintenance générale du site et l'entretien des chariots élévateurs ;
- d'un local compresseur de 18 m² abritant deux compresseurs ;
- des groupes froids installés en toiture pour la climatisation de l'entrepôt.

5 cellules ont une surface légèrement inférieures à 6000 m², une cellule a une surface de 2701 m², une cellule dédiée au stockage des parfums occupe une surface de 2 714 m² et enfin une cellule de 535 m² est dédiée aux « retours ».

L'annexe 1 du présent rapport présente les plans de localisation du site.

• Enjeux environnementaux

Les principaux enjeux du dossier sont les suivants :

- la maîtrise du risque d'incendie des produits combustibles et inflammables ;
- les nuisances sonores dues aux installations de compression et réfrigération notamment ;
- la gestion des déchets dangereux ;
- la maîtrise de la pollution atmosphérique des installations de combustion (chaudières et groupe électrogène).

• Historique

Il s'agit d'une nouvelle installation classée en cours de construction.

- **Les raisons qui ont motivé le choix du site**

Le pétitionnaire indique que ce site a été retenu pour les principales raisons suivantes :

- le site se trouve à proximité immédiate d'axes routiers et dans un bassin d'emplois importants ;
- le site se trouve en zone industrielle ;
- la réserve foncière disponible pour regrouper les activités sur un seul site et surtout la possibilité d'une extension si la croissance de l'activité le justifie.

- **Capacités techniques et financières du demandeur**

La société CFEB SISLEY est une société anonyme au capital de 1 000 000 € présente dans plus de quatre-vingt pays. Elle gère dorénavant et déjà deux sites d'importance :

- un site de production à VILLEBAROU
- un site à Gennevilliers qui accueille des activités de recherche et développement, de préparation de commandes et d'entreposage des produits SISLEY qui accueille 400 personnes. Ce site sera transféré sur le site projeté à Saint-Ouen-L'Aumône.

- **Impact financier des mesures de prévention envisagées**

Hors maintenance et entretien, le pétitionnaire estime les coûts liés aux principales mesures de prévention nécessaires à :

- Réseau RIA : 180 000 € HT
- Extinction automatique d'incendie : 1 406 000 € HT
- Murs coupe-feu : 1 100 000 € HT
- Portes coupe-feu : 190 000 € HT
- Cantonnement : 65 000 € HT
- Désenfumage : 220 000 € HT
- Gardiennage : 125 000 € HT

I-3 – Description de l'environnement du projet (voir l'extrait de carte au 1/25000^{ème})

- **Vocation de l'usage des sols au sens du PLU**

Le terrain se situe sur la zone classée UJ du plan local d'urbanisme de la commune de Saint Ouen L'Aumône. Cette zone du PLU comprend tous les parcs et zones d'activités de la commune. Elle a pour vocation d'accueillir des activités industrielles, artisanales ou de service. Le PLU permet la construction du projet sur la parcelle C1231.

- **Zones de protection réglementées**

Le site est en dehors des périmètres de protection des sites naturels protégés ainsi que des monuments historiques classés ou inscrits. Le site est en dehors des périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable.

- **Distances d'éloignements du site des principales infrastructures aux environs du site**

La localisation du site est présentée en annexe 1 du présent rapport.

Le terrain sur lequel se situe la société est bordé par :

- Au nord et nord-est : deux entrepôts exploités par la société STACI, un entrepôt exploité par la société Tailleur et un entrepôt de la société GEODIS.
- Au sud et à l'est : des terrains agricoles.
- Au nord ouest : un entrepôt frigorifique exploité par la société STEF, un entrepôt frigorifique de la société POMONA et un entrepôt exploité par la société BRAKE France.

Les parois de l'entrepôt seront à plus de 20 mètres des limites de propriété.

- **Distances d'éloignements des premières constructions à usage d'habitation**

Les premières habitations sont à environ 300 mètres au Sud-est du site et à plus de 700 mètres au Sud du site après des champs cultivés.

- **Servitudes recensées**

Le dossier déposé ne fait pas état de servitudes applicables au site.

II) PRESENTATION ET ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

II-1 - Intégration dans le paysage

Le pétitionnaire précise que l'architecture et l'aménagement du site seront conformes au plan d'aménagement de la zone. A ce titre, il indique que les façades extérieures des bâtiments seront réalisées en bardage d'acier de couleurs gris aluminium (teintes claires et grises requises par le PLU). Les façades des bureaux seront habillées des panneaux lisses en acier laqué de couleur blanc et bois.

Une grande attention sera apportée aux espaces verts qui représenteront plus de 49% du terrain ce qui est excédentaire par rapport au minimum de 20% de la surface au sol de la parcelle imposé par le PLU. La plantation de 394 arbres est prévue. Les toitures des bureaux de quai, du local gardien et des locaux techniques seront traitées en toitures végétalisées.

II-2 – Eau

Alimentation

L'entrepôt sera raccordé au réseau de distribution d'eau potable de la ZAC des Béthunes II. L'eau potable sera utilisée uniquement pour les besoins du personnel, pour l'entretien des locaux, les installations incendie et l'arrosage des espaces verts. Pour un effectif de 400 personnes envisagé, sur la base de 50 litres par jour, la consommation quotidienne en eau potable du site sera donc de l'ordre de 20 000 litres par jour.

Il n'y aura pas d'usage industrielle de l'eau sur le site.

Rejets aqueux : les eaux usées

Les eaux usées de l'établissement seront évacuées via le réseau de collecte de la ZAC des Béthunes II vers la station de Neuville-sur-Oise. La charge en DBO du site est estimée à 300 mg/l soit environ 6 kg/j pour un effectif maximum de 400 personnes. La station de Neuville-sur-Oise présente une capacité de 200 000 équivalents habitants.

Rejets aqueux : les eaux pluviales

Le pétitionnaire distingue deux types d'eaux pluviales : les eaux pluviales de toiture considérées comme propres et les eaux pluviales de voirie susceptibles d'être chargées en sables et hydrocarbures.

Les eaux pluviales de toiture seront collectées indépendamment des eaux pluviales de voiries pour être acheminées vers un bassin d'orage via des noues paysagères.

Les pentes des voiries destinées à la circulation des véhicules légers permettront de collecter les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et de les acheminer vers un séparateur d'hydrocarbures situé au sud-est du site via des noues paysagères. En aval du séparateur, les eaux pluviales des voiries légères seront acheminées comme les eaux de toiture vers le bassin d'orage du site via les noues paysagères.

En cas de pollution accidentelle, une vanne de barrage à fermeture manuelle située en amont du séparateur d'hydrocarbures, permettra de retenir ces eaux sur le site. Si nécessaire, après réalisation d'analyses, SISLEY effectuera une dépollution du sol au niveau des noues impactées.

Les eaux pluviales des voiries lourdes et des quais seront acheminées grâce aux pentes des voiries et aux regards à grilles implantés sur le site, vers un séparateur à hydrocarbures puis vers le bassin d'orage.

Les performances des séparateurs d'hydrocarbures seront en conformité avec les normes en vigueur, à savoir :

- hydrocarbures totaux : 5 mg/l
- matières en suspension : 100 mg/l

Le volume du séparateur sera dimensionné afin de pouvoir traiter 20 % de l'orage décennal sans by-pass. En conséquence, pour les voiries de poids lourds, le séparateur retenu sera capable de traiter 65 litres par seconde. Le séparateur des voiries des véhicules légers sera capable de traiter 32 l/s.

Le bassin d'orage sera implanté au nord-est du site et sera raccordé au réseau collecteur public, via un regard existant, sur l'avenue des Béthunes. Il sera dimensionné pour que le débit de fuite reste inférieur à 2L/s/ha (soit 26 L/s pour un terrain de 130 641 m²). Les eaux pluviales transiteront ensuite par le bassin d'orage de la ZAC des Béthunes II, avant rejet vers leur exutoire final qui est l'Oise. Son volume est déterminé à partir du débit de fuite limité à 2 l/s/ha par le règlement d'assainissement et à partir de la surface imperméabilisée. L'utilisation d'un abaque fournit le volume minimum à retenir de 1 870 m³. Ce volume est obtenu par deux bassins d'orage (un de 300 m³ et un de 970 m³) et de noues pour un volume de 600 m³.

Le pétitionnaire ajoute que la mise en œuvre de techniques alternatives, notamment l'infiltration des eaux pluviales sur le site et/ ou la récupération d'une partie des eaux pluviales de toiture pour l'entretien des espaces verts sera étudiée. L'infiltration sera favorisée afin de limiter les rejets vers les réseaux publics, sa capacité sera définie après la réalisation d'une étude de sol.

II-3 – Air

Le dossier recense les rejets atmosphériques suivants :

- les échappements des véhicules transitant sur le site ;
- les émissions du groupe électrogène ;
- les fumées des chaudières ;
- le dégagement d'hydrogène du local de charge des batteries.

Les véhicules

Le trafic quotidien sur le site est évalué par le pétitionnaire à 30-40 véhicules poids lourds et entre 400 et 450 véhicules légers du personnel et des visiteurs. La vitesse sur le site sera limitée à 30 km/h et les moteurs des poids lourds seront obligatoirement coupés quand ils seront à l'arrêt.

Les deux groupes électrogènes

Les émissions des groupes électrogènes sont selon le pétitionnaire les suivantes :

- Monoxyde de carbone < 2000 mg/m³
- Oxyde de carbone < 650 mg/m³
- Imbrûlés < 150 mg/m³

Il est précisé dans le dossier que ces groupes ne fonctionneront que quelques heures par an en secours de l'installation électrique et lors d'opérations de maintenance.

Les chaudières

Le site comportera deux chaudières d'une puissance totale de 1,9 MW. Elles seront alimentées en gaz naturel. Les gaz de combustion : vapeur d'eau (90%), CO₂ (10%) seront rejetés dans une cheminée de hauteur conforme aux normes en vigueur. Les chaudières seront régulièrement entretenues.

A ce jour seule une estimation des puissances de chaudières et des groupes électrogènes a été réalisée, les marques et types de matériels qui seront installés ne sont pas encore définis. Cependant, ces installations seront conformes à l'arrêté ministériel de prescriptions générales relatives à la rubrique 2910. Les émissions ne dépasseront pas les valeurs suivantes :

	SO ₂ (mg/m ³)	NO _x (mg/m ³)	Poussières (mg/m ³)	CO (mg/m ³)	COV (mg/m ³)
Chaudières gaz naturel	35	150	-	-	-
Groupes électrogènes FOD	160	2000 (durée de fonctionnement < 500 h/an)	100	650	150

La hauteur de la cheminée de la chaufferie sera supérieure à 6 mètres conformément à l'arrêté susvisé. Les groupes électrogènes seront implantés dans la cour, au sud-est du bâtiment, à plus de 15 mètres de toute autre construction. Le débouché à l'air libre de la cheminée sera situé à une hauteur supérieure à 10 mètres conformément à l'arrêté ministériel susvisé.

La charge des batteries

Le volume d'hydrogène émis lors de l'opération de charge des batteries est de 1,15 m³ par batterie pendant une période de 10 heures (temps nécessaire pour la charge).

II-4 – Bruit

Afin de connaître l'état initial du site, SISLEY a fait réaliser une étude de bruit par la société DIAKUSTIC. Les niveaux sonores ont été enregistrés le 14 février 2008 en quatre points du site situés en limite de propriété :

- Point 1 : en limite de propriété sud-est côté champ,
- Point 2 : en limite de propriété sud-ouest à proximité du chemin communal,
- Point 3 : en limite de propriété nord-ouest à l'angle de la limite de propriété de l'entrepôt voisin,
- Point 4 : en limite de propriété nord-est côté avenue des Béthunes.

Chaque point a fait l'objet d'une mesure pendant 30 minutes en période de jour (entre 16h00 et 18h00) et en période de nuit (entre 00h00 et 01h30).

Les résultats des mesures fournissent les niveaux sonores initiaux de références suivants :

	Période de jour	Période de nuit
Point 1	46 dB(A)	43 dB(A)
Point 2	45 dB(A)	49 dB(A)
Point 3	56 dB(A)	53 dB(A)
Point 4	54 dB(A)	43 dB(A)

Aucune mesure en zone à émergence réglementée n'a été enregistrée lors de l'étude. DIAKUSTIC explique cette absence par le fait que la zone à émergence réglementée la plus proche est un hameau de maisons situé vers le chemin des Bœufs à environ 300 mètres au Sud est du site. Or Cette zone est fortement influencée par le trafic important le long du chemin des Bœufs et par le fonctionnement de la déchetterie.

Par ailleurs le pétitionnaire précise que les équipements particuliers, sources de bruit (compresseur, chaudières, groupe électrogène, groupes froids) seront implantés dans des locaux fermés, le bruit y sera donc confiné. Sur le site, les nuisances sonores et les vibrations auront donc pour seule origine les moteurs de véhicules.

II-5 – Déchets

Le site produira des déchets banals et des déchets dangereux.

Déchets banals

Les quantités produites seront relativement importantes selon le pétitionnaire. Une grande partie de ces déchets sera constituée par du papier, du carton et du bois qui seront valorisés.

Sur un site comparable de SISLEY, en 2006, la quantité de déchets banals étaient de 135 tonnes. Ce sera l'ordre de grandeur pour le projet envisagé.

Les déchets seront triés sur le site et collectés dans des bennes de stockages. Les filières envisagées sont les suivantes :

Type de déchets	Origine	Traitement	Niveaux d'élimination
Déchets d'emballage papiers et carton (15 01 01)	Activité logistique	Valorisation énergétique ou recyclage matière	1 ou 2
Plastiques (15 01 02)		Valorisation énergétique ou recyclage matière	1 ou 2
En mélange (15 01 03)		Valorisation énergétique	2
Palettes usagées (15 01 03)		Réutilisation, recyclage ou valorisation énergétique	1 ou 2
Ordures ménagères (20 01 01)	Divers	Incinération	2

1 : valorisation de déchets en tant que matières

2 : traitement ou pré-traitement de déchets. Ceci inclut notamment les traitements physico-chimiques, la détoxification, l'évapo-incinération ou l'incinération.

Les sociétés de traitement ne sont pas encore sélectionnées.

Les déchets spéciaux

Les déchets spéciaux seront produits en petite quantités. Il s'agit des boues provenant du séparateur d'hydrocarbures, des rejets liquides éventuels d'acides provenant des batteries des chariots élévateurs, des huiles usées et des batteries usagées des chariots élévateurs.

Leur quantité n'est pas estimée dans le dossier.

Type de déchets	Origine	Traitement	Niveaux d'élimination
Boues séparateur (13 05 02)	Traitement d'eau	Traitement des boues et ou incinération	2
Acide sulfurique (06 01 01)	Chariots élévateurs	Régénération ou neutralisation	2
Huiles usagées (13 00 00)		Valorisation énergétique en cimenteries autorisée ou en centre spécialisé	2
Chiffons souillés (15 02 02)		Valorisation énergétique en cimenteries autorisée ou en centre spécialisé	2
Batteries plomb (16 06 01)		Filière pyrométallurgique, valorisation du plomb	1
Batteries Ni-Cd (16 06 02)		Filière thermique, valorisation du nickel et du cadmium	1

Les quantités n'ont pas été estimées dans le dossier.

II-6 – Sol

L'activité du site, en fonctionnement normal, ne présente aucun risque de pollution des sols. Le sol de l'entrepôt sera constitué d'un dallage béton avec une peinture anti-acide dans le local de charge.

La cellule de stockage des liquides inflammables sera équipée de dispositifs de rétention déportés permettant d'empêcher l'infiltration de ces produits dans le sol en cas de fuite. Ce risque de fuite sera traité dans la partie « étude des dangers » du présent rapport.

II-7 – Trafic routier

De l'ordre de 30 à 40 poids lourds transiteront quotidiennement sur le site ainsi qu'environ 450 voitures légères du personnel et des visiteurs du site.

L'infrastructure existante permettra d'accéder directement au site sans passer par le centre de Saint-Ouen-L'Aumône ou les communes riveraines.

L'augmentation du trafic généré par l'activité du site sur la Francilienne sera à peine perceptible sachant que plus de 67 000 véhicules circulent chaque jour sur la francilienne à l'ouest de la ZAC des Béthunes et plus de 56000 véhicules à l'est de celle-ci. Le trafic du site induira donc une augmentation inférieure à 1% du trafic sur cet axe.

II-8 – Santé

L'étude présentée a été réalisée en prenant en considération les populations sensibles proches du site exposées indirectement. L'évaluation des risques sanitaires comprend les 4 étapes suivantes :

- identification des dangers
- définition des relations dose-réponse,
- évaluation de l'exposition humaine,
- caractérisation des risques.

L'identification des potentiels de dangers :

Les potentiels de dangers identifiés par le pétitionnaire sont :

- les gaz d'échappement des véhicules transitant sur le site,
- les émissions sonores liées au trafic,
- les gaz de combustion des installations de chauffage et du groupe électrogène.

Cela conduit le pétitionnaire à retenir les substances suivantes : le CO₂, le CO, les oxydes d'azotes et le SO₂ ainsi que l'acroléine, le benzène, les particules de diesel, le chrome, le formaldéhyde, le 1,3-butadiène, l'acétaldéhyde, le nickel, le cadmium, le benzo[a]pyrène, l'arsenic, le plomb, le mercure et le baryum.

Le bruit est écarté en raison du niveau susceptible d'être atteint. Il est en effet inférieur à 70 dB, seuil à partir duquel l'OMS considère que des effets critiques sur la santé interviennent lors d'une exposition pendant plus de 24 heures.

L'évaluation de la relation dose-réponse :

Les valeurs toxicologiques de référence retenues sont présentées en annexe 12 du dossier d'autorisation. Le pétitionnaire a retenu les valeurs de l'OMS, de l'ATSDR, de l'EPA, de l'OEHHA ou du RIVM selon les données disponibles pour les substances.

Ces bases de données sont visées par la circulaire interministérielle DGS/SD7B/2006/234 du 30 mai 2006.

L'évaluation de l'exposition

Le pétitionnaire indique que la rose des vents de la région donne une prédominance des vents du sud-ouest puis du nord-nord-est. La dispersion des rejets atmosphériques se fera donc préférentiellement vers ces deux sens. Cela correspond aux parcelles agricoles au sud du site et celles au nord ouest du site. Il n'existe pas d'habitations dans un périmètre rapproché du site dans ces directions. Les habitations situées dans ces directions sont à plus de 700 mètres du site.

Le pétitionnaire note par ailleurs qu'il n'y a aucun établissement sensible dans un rayon inférieur à 100 mètres autour du site.

La synthèse

Le pétitionnaire ne conclut pas son évaluation des risques sanitaires. Il décrit les mesures prises pour limiter ses impacts. En ce qui concerne les émissions des véhicules, la vitesse de circulation sera limitée sur le site et leur moteur arrêté en période de stationnement. Concernant les chaudières, elles seront régulièrement

contrôlées pour prévenir tout risque de dégagement d'oxydes de carbone et la hauteur de la cheminée permettra une bonne dispersion des gaz de combustion.

II-9 - Remise en état du site

Le pétitionnaire s'engage, s'il cesse définitivement toute activité, à en informer le Préfet et à lui remettre un dossier sur l'état du site et son devenir. Ce dossier présentera :

- les conditions d'évacuation ou d'élimination des produits et des déchets,
- une analyse de l'eau,
- une analyse de sol,
- les mesures éventuelles de dépollution.

L'usage futur du site en cas de cessation définitive envisagé par le pétitionnaire est un usage de type industriel. Par courrier en date du 27 juin 2008, il a saisi l'avis du Maire de Saint-Ouen-L'Aumône sur cet usage futur. A ce jour, aucune réponse de Monsieur le Maire n'a été transmis.

II-10 – Mesures prises pour économiser l'énergie

L'utilisation de l'énergie se limite aux postes suivants :

- éclairage des locaux,
- chauffage et climatisation des locaux,
- chargement des chariots élévateurs.

L'éclairage de la cellule 1 où se trouve la zone de préparation de commande sera vitrée pour limiter l'usage de l'éclairage artificiel. La toiture sera recouverte d'un isolant thermique limitant les déperditions de chaleur et une optimisation de la climatisation.

III) PRESENTATION ET ANALYSE DES DANGERS/RISQUES DU PROJET POUR L'ENVIRONNEMENT

III-1 – Potentiels de dangers identifiés par l'exploitant

Le principal risque lié à l'activité est l'incendie du fait de la nature des produits stockés ou présents sur le site. Les produits identifiés sont les suivants :

Cellule de stockage des liquides inflammables

Une cellule est exclusivement dédiée à l'entreposage des liquides inflammables. Elle représente une superficie de 2 714 m². Elle sera isolée des cellules voisines par des murs et des portes coupe-feu de degré deux heures (REI 120). Elle possèdera environ 4 440 emplacements de palettes. La hauteur de stockage des liquides inflammables ne dépassera pas 5 mètres.

Le volume moyen d'une palette de liquides inflammables sera d'environ 45 litres.
Le volume total de liquides inflammables sera donc dans la cellule de 200 m³.

Cellules de stockage des produits combustibles courants

Dans les cellules A à F du bâtiment seront entreposés des produits cosmétiques et leurs emballages relevant des rubriques 1510, 1530 et 2663 de la nomenclature des installations classées. La répartition des produits par cellule est la suivante :

Cellule	Surface des cellules (m ²)	Nombre de palettes	Poids des palettes (tonnes)
A	5 956	4 620	462
B	5 956	11 100	1 110
C	5 968	5 200	520
D	2 714	5 200	520
E	5 959	11 100	1 110
F	5 970	13 400	1 340
Total	32 523	50 620	5 062

Sur les 50 620 palettes, environ 31 % contiennent que du papier/ carton (rubrique 1530), 30% contiennent des matières plastiques (rubrique 2663) et 39 % contiennent d'autres matières combustibles (rubrique 1510).

Par ailleurs la cellule A comportera un stockage de liquides inflammables (bouteilles de parfums) pour l'activité de préparation de commande d'un volume de 40 m³.

Chaudières

Les chaudières seront alimentées en gaz naturel, inflammable.

Par ailleurs les potentiels de dangers peuvent être issus des procédés utilisés. Dans le cas de l'entrepôt, selon le pétitionnaire, il s'agit du chauffage et de la charge des batteries.

Charges des batteries

La charge des batteries se fera dans un local technique dédié d'une superficie de 450 m². Le local sera accolé à la façade arrière de l'entrepôt, il sera isolé des cellules D et E par un mur coupe-feu de degré 2 heures (REI 120) et par des portes coupe-feu coulissantes à fermeture automatique. Le local disposera de deux sorties de secours vers l'extérieur et un accès vers le local de maintenance.

Des cartouches fusibles et un relais disjoncteur protégeront les installations contre les risques de court-circuit. Le local sera équipé d'une ventilation mécanique forcée installée en toiture pour éviter l'accumulation d'hydrogène.

Le sol et les murs, jusqu'à une hauteur d'un mètre, seront recouverts d'un revêtement anti-acide. Les eaux résiduaires (acides) seront collectées dans un bac étanche pour neutralisation. La vidange du bac ne pourra se faire que par un système de pompage manuel ou électrique. Les eaux seront évacuées par une société spécialisée.

Le chauffage

La chaufferie accueillant les deux chaudières aura une surface de 87 m². Le poste de détente pour l'alimentation gaz de la chaufferie sera équipé d'un système réglementaire de coupure automatique de l'alimentation en cas de fuite. Les brûleurs seront dotés d'électrovanne de coupure d'alimentation de gaz en cas d'anomalie de pression sur la ligne permettant de limiter le risque d'explosion. La chaufferie n'est pas accolée à l'entrepôt.

III-2 – Phénomènes dangereux identifiés

L'accidentologie rappelée par le demandeur permet d'identifier les phénomènes dangereux suivants :

- inflammation non contrôlée des stockages pouvant entraîner un incendie (matières combustibles et liquides inflammables) ;
- explosion issue d'une fuite de gaz et d'apport d'un point chaud au niveau de chaudières ;
- défaillance électrique au niveau du local de charge conduisant à un incendie.

Pour son site, le demandeur retient l'incendie de l'entrepôt comme le phénomène dangereux principal de son activité à étudier.

Les conséquences de l'explosion de la chaufferie ont été étudiées. Sur la base d'une chaufferie d'un volume de 400 m³, les distances d'effets de surpressions sont les suivantes :

Surpression	Distance d'effets
20 mbar : seuil des effets délimitant la zone des effets indirects par bris de vitres sur l'homme et seuils des destructions de vitres significatives	82 m : touche l'angle sud-est du bâtiment STEF
50 mbar : seuils des effets correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine et seuils des dégâts légers sur les structures	31,5 m : cette zone sort des limites de propriété et atteint le terrain de la société STEF sur une surface de 100 m ² environ.
140 mbar : seuils des effets létaux correspondant à la zone des dangers graves pour la vie humaine et des dégâts graves sur les structures	Non atteint
200 mbar : seuil des effets létaux correspondant à la zone des dangers très graves pour la vie humaine et seuils des effets dominos	Non atteint

Sur le terrain de STEF (bâtiment industriel), la circulaire du 28 décembre 2006 conduit à considérer la présence permanente de 2.10-4 personne sur cette portion de terrain. L'effet touchant moins d'une personne, le phénomène est considéré comme présentant une gravité modérée.

En ce qui concerne la probabilité du phénomène de surpression, il est évoqué les barrières de sécurité mises en place :

- le compartimentage de la chaufferie aura une tenue au feu de 2 heures au minimum (REI 120) ;
- comme l'ensemble des installations électriques, les équipements de la chaufferie seront réalisés selon les normes et ils seront inspectés régulièrement par un organisme agréé ;
- le poste de détente pour l'alimentation en gaz de la chaufferie sera équipé d'un système réglementaire de coupure automatique de l'alimentation en cas de fuite ;
- la chaufferie sera ventilée ;
- les deux chaudières posséderont des brûleurs équipés de pressostats permettant de contrôler la bonne alimentation en gaz et coupant par un système de double sécurité (coupure de l'alimentation en gaz et/ou pas d'allumage). Ce système établit donc une double barrière de sécurité vis-à-vis du risque d'explosion dans le foyer en supprimant l'arrivée de gaz en cas d'anomalie de pression sur ligne.
- Un système de contrôle de la flamme des brûleur arrête toute alimentation en gaz dès lors que la flamme ne présente pas la couleur, donc la température requise.
- La canalisation d'alimentation en gaz sortira du sol au niveau de la façade extérieure de la chaufferie. Cette canalisation sera équipée d'une vanne manuelle de coupure. La conduite de gaz alimentant la chaufferie sera enterrée.
- Un permis feu sera obligatoire avant tout travaux par point chaud et il sera formellement interdit de fumer ;
- La chaufferie sera uniquement accessible au personnel compétent.

Par ailleurs il est ajouté que la base de données sur les accidents ARIA montre que l'explosion de chaufferie ne représente que 0,12 % des accidents. **Ainsi le phénomène est classé comme étant très improbable.**

L'étude de l'explosion d'hydrogène dans le local de charge est écartée en raison de la taille du local et de sa ventilation. En effet, le pétitionnaire calcule le volume d'hydrogène émis par une batterie de 600 Ah utilisée sur le site à 1,15 m³. Considérant le volume du local de charge (surface de 450 m²), il faudrait alors une défaillance de nombreuses batteries au même moment pour que la limite inférieure d'explosivité de l'hydrogène soit atteinte. Or les batteries sont régulièrement contrôlées et le fonctionnement des chargeurs est asservi au fonctionnement de l'extracteur mécanique.

L'étude d'une pollution du sol et des eaux suite à un déversement accidentel est écartée en raison des mesures de protection envisagée sur le site :

- caractère imperméable des sols du bâtiment et des surfaces extérieures permettant d'éviter l'infiltration de polluants dans le sol ;
- la présence de rétention de volume adapté au niveau des batteries ;
- l'isolement possible par vannes de barrage du réseau des eaux pluviales permettant de confiner une éventuelle pollution sur le site ;

- la présence d'un dispositif de rétention déportée dans la cellule de stockage des liquides inflammables. Cette rétention (cuve enterrée déportée) est dimensionnée pour recueillir 50% du volume global stocké dans cette cellule soit 120 m³.

In fine, le pétitionnaire ne retient que l'incendie de l'entrepôt comme scénario d'accident à étudier.

III-3 - Evènements initiateurs d'un incendie de l'entrepôt

Comme suite logique à l'identification du phénomène dangereux majeur, le pétitionnaire a recherché les évènements initiateurs pouvant conduire à ce phénomène. La conclusion de cette recherche est l'inventaire des évènements initiateurs suivants :

- la *foudre* : Le bâtiment sera équipé d'une installation de protection contre les effets directs et indirects de la foudre. Cette installation sera conforme à la norme française NFC 17-100 et régulièrement contrôlée. La protection du bâtiment contre les effets directs de la foudre sera réalisée par un paratonnerre à dispositif d'amorçage. L'entrepôt n'étant pas construit, le pétitionnaire s'engage à réaliser une analyse du risque foudre et une étude technique par un organisme compétent pour la phase de réalisation du projet conformément à l'arrêté ministériel du 05 janvier 2008.
- la *négligence humaine* (dont fumeurs) : Des consignes de sécurité rappelant l'interdiction de fumer hors des zones dédiées sera affichées dans le bâtiment
- les *travaux par point chaud* : Un permis feu sera obligatoire pour les travaux le nécessitant. Des consignes de sécurité rappelant l'interdiction d'apporter une flamme nue dans le bâtiment seront affichées.
- l'*étincelle électrique* : Les installations électriques du bâtiment feront l'objet d'un contrôle annuel par une société agréée.
- le *risque de manutention* ;
- Les *effets domino des chaufferies et du local de charge* : les effets domino liés à la chaufferie ou les locaux de charge : Le local de charge sera isolé des zones d'entreposage par des murs coupe-feu de degré 2 heures et une porte coupe-feu de degré 2 heures à fermeture automatique. La chaufferie sera uniquement accessible depuis l'extérieur. Elle sera isolée des cellules de stockage par des murs coupe-feu de degré 2.

Le personnel sera régulièrement formé à l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (RIA et extincteurs). Des consignes de sécurité seront adaptées au site et affichées dans l'établissement. Les extincteurs seront répartis de sorte qu'il y ait un extincteur pour 200 m² de surface. Ils seront contrôlés annuellement/ Un réseau de RIA sera installé dans les cellules de stockage.

Le séisme a été écarté car le département est en zone 0 dite zone à risque quasi nul. La structure du bâtiment permet de ne pas tenir compte des risques de vents violents et de fortes chutes de neige. L'établissement ne se trouve pas dans une zone de danger d'un établissement voisin.

A partir de ces évènements, les scénarii conduisant à l'incendie ont été déterminés. Ces scénarii ont conduit le pétitionnaire à envisager des premières barrières de sécurité.

III-4 - Evaluation de l'intensité de l'incendie

Incendie d'une cellule de produits combustibles

La méthode utilisée pour l'évaluation des flux thermique d'un incendie d'une cellule est basée sur une modélisation d'un feu de nappe avec une flamme solide.

Les cellules ont les caractéristiques suivantes :

Cellules	Longueur	Largeur	Hauteur
A	130 m	46 m	10 m
B, C, E et F	130 m	46 m	10 m
D	59 m	46 m	10 m

La hauteur de flamme retenue est égale à 3 fois la hauteur des cellules soit 30 mètres sauf au niveau de la cellule A dédiée à la préparation de commande et où les stockages sont limités à 3 mètres. Pour cette dernière, la hauteur de flamme est évaluée à 9 mètres.

Le pouvoir émissif est pris à 30 kW/m^2 et correspond à un feu d'hydrocarbures.

A partir de ces hypothèses et avec la mise en place de murs coupe-feu de degré deux heures le long de la façade arrière du bâtiment et sur le pignon sud-ouest :

- le flux thermique de 8 kW/m^2 et de 5 kW/m^2 ne sont pas atteints ;
- le flux thermique de 3 kW/m^2 sort des limites de propriété au niveau du pignon sud-ouest et à l'arrière du bâtiment. Il touche le chemin de la Haute Vacherie sans atteindre le bassin de rétention des eaux pluviales de la ZAC. Il déborde sur 5 mètres le terrain de STEF. Il n'atteint cependant pas d'établissement recevant du public, d'immeubles de grande hauteur, de voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, de voies d'eau ou de voies routières à grande circulation.

L'*annexe 2* de ce rapport présente de façon graphique les flux thermiques avec la mise en place des murs coupe feu.

Incendie d'une cellule de produits combustibles

La cellule dédiée au stockage de liquides inflammables présentera une surface de 2714 m^2 et pourra accueillir 200 m^3 de liquides inflammables.

L'émissivité de la flamme est prise égale à 40 kW/m^2 . Selon le pétitionnaire cette hypothèse est majorante car les produits sont des parfums alors que l'émissivité d'un feu de pétrole brut a été évaluée à 30 kW/m^2 par le CES/CESTA.

Les caractéristiques de la cellule sont les suivantes :

Cellules	Longueur	Largeur	Hauteur d'entreposage
D'	59 m	46 m	5 m

La vitesse de combustion retenue est de $40 \text{ g/m}^2 \cdot \text{s}$. Elle est à comparer aux $60 \text{ g/m}^2 \cdot \text{s}$ d'un hydrocarbure. Elle permet de calculer une hauteur de flamme à 40 mètres.

Dans ces conditions, avec les murs coupe-feu séparatifs les flux thermiques de 3, 5 et 8 kW/m^2 n'atteignent pas les autres cellules et ne sortent pas des limites de propriété.

L'*annexe 2* représente graphiquement ces flux.

Cas d'un incendie généralisé (avec les murs coupe feu)

Les flux thermiques de 8 kW/m^2 et de 5 kW/m^2 ne sortent pas des limites de propriété.

Le flux thermique de 3 kW/m^2 sort des limites de propriété au niveau de la façade arrière du bâtiment pour atteindre le terrain de la société STEF et au niveau du pignon sud-ouest pour atteindre le chemin de la Haute Vacherie. Il n'atteint cependant pas d'établissement recevant du public, d'immeubles de grande hauteur, de voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, de voies d'eau ou de voies routières à grande circulation.

III-5 - Evaluation des effets toxiques et de visibilité des fumées d'un incendie

Les polluants de l'incendie sont essentiellement du CO, du HCl et du HCN.

Les résultats de la modélisation des fumées d'un incendie d'une cellule sont les suivants :

	Opacité	CO		HCl		HCN
	Visibilité à 5 m	Z1	Z2	Z1	Z2	Z1
Seuils en mg/m ³	79	3 520	880	358	60	45
Cas atmosphère très instable	<	<	<	<	<	<
Cas atmosphère neutre	<	<	<	<	<	<
Cas atmosphère très stable	<	<	<	<	<	<

Z1 = Seuils des effets létaux Z2 = Seuils des effets irréversibles

Les seuils des effets létaux et irréversibles ne sont pas atteints. L'étude permet de considérer qu'en cas d'incendie d'une cellule, les éléments toxiques susceptibles d'être emportés dans les fumées ont toutes les chances de se disperser sans engendrer de risque significatif aux alentours ni à des distances élevées du site.

III-6 - Mesures compensatoires prévues

• Installation d'extinction automatique d'incendie

Les cellules de stockage seront équipées d'une installation d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler ESFR conforme à la réglementation en vigueur. Les têtes des sprinkler seront thermofusibles et s'activeront à partir d'une certaine valeur de la température.

L'installation comprendra :

- un local équipé de deux pompes autonome diesel,
- une pompe électrique maintenant l'installation une pression constante,
- deux cuves d'eau d'environ 600 m³,
- d'une armoire d'alarme avec renvoi au poste de gardiennage.

Dans la cellule de stockage des liquides inflammables (D'), l'extinction automatique sera du type SPRAY et utilisera un agent formant film flottant plus adapté.

Cinétique : les têtes de sprinkler sont calibrées pour se déclencher vers 68°C. La tête se déclenche ainsi en moins de 50 secondes. Le système est dimensionné pour fonctionner deux heures.

• Désenfumage des cellules

Le désenfumage sera assuré à raison de 2% d'exutoires de fumées dont l'ouverture sera assurée par une commande automatique et manuelle placée à proximité des issues de secours. Les lanterneaux seront implantés à plus de 7 mètres de murs coupe-feu séparatifs.

Chaque cellule sera recoupée en partie supérieure par des retombées béton ou métallique de 1 mètre formant des cantons de 1600 m² maximum afin d'éviter la diffusion des fumées en cas d'incendie. Les écrans de cantonnement seront réalisés en matériaux incombustibles (M0), y compris leur fixation, et seront stables au feu de degré ¼ d'heure.

Il sera également installé des amenées d'air asservies aux commandes de désenfumage et d'une surface équivalente à 20% de la surface de désenfumage du plus grand canton.

Cinétique : le temps d'ouverture des exutoires est de l'ordre de 60 secondes.

• Poteaux incendie

Il est prévu la mise en œuvre d'un réseau de 8 poteaux incendie permettant de délivrer un débit simultané de 240 m³/h pendant 2 heures. Ce besoin en eau est évalué selon la circulaire D9 jointe en annexe de l'étude des dangers.

Cinétique : le centre de secours principal auquel est rattaché le site est celui d'Eragny situé à 5 km du site. Les pompiers peuvent donc arriver sur site dans un délai de 15 minutes environ. De la découverte du feu à l'installation de la première lance, le pétitionnaire estime à 30 minutes le temps écoulé.

• Compartimentage du bâtiment et aménagement

Le bâtiment sera divisé en cellules de surfaces inférieures à 6000 m² par des murs et des portes coupe-feu de degré 2 heures. Les murs séparatifs coupe-feu dépasseront de 1 mètres en toiture et seront prolongés latéralement aux murs extérieures sur une largeur de 1 mètre en façade lorsque celle-ci ne sera pas entièrement coupe-feu.

La structure du bâtiment est en béton, stable au feu 1 heure. Sa couverture sera réalisée à partir de bacs acier galvanisé avec une isolation en laine minérale et une étanchéité multicouche. L'ensemble de la toiture satisfera au classement au feu T30-1.

Les portes coupe-feu seront équipées de détecteurs autonomes de déclenchement situés en partie haute de l'entrepôt.

Cinétique : les murs sont coupe-feu pendant 2 heures. La tenue au feu des éléments de toiture étant de l'ordre de la demi-heure, la couverture va rapidement tomber.

• Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Selon la circulaire D9A le volume d'eau d'extinction à retenir est de 1400 m³. Ce volume de confinement est atteint de la façon suivante :

- une vanne de barrage à fermeture automatique et manuelle asservie au déclenchement du sprinkler sera implantée sur les canalisations de rejet des eaux pluviales de voirie. Sa fermeture permettra de mettre en charge la rétention des eaux d'extinction incendie dans le volume de la cour puis du bassin ;
- une rétention extérieure sera localisée dans les aires de manœuvre des camions le long de la façade sud-est du bâtiment. Le stockage de ces eaux se fera avec une hauteur d'eau maximum de 20 centimètres, le volume contenu sera de 180 m³.
- un bassin étanche de 1220 m³ situé à l'angle sud-est du site.

• Moyens d'intervention internes

Le site sera équipé d'extincteurs et de RIA et le personnel sera formé à leur manipulation.

Cinétique : Un extincteur classique a une durée d'utilisation de 15 à 30 s tandis qu'un RIA peut intervenir pendant plusieurs heures. Cependant, au-delà des premières minutes, le feu est trop développé pour que le personnel intervienne.

• Lutte contre la malveillance

Le site sera clôturé, placé sous vidéo –surveillance et gardienné 24h/24 et 7j/7.

Le gardien disposera de l'ensemble des renvois d'alarme :

- alarme du réseau d'extinction automatique d'incendie,
- alarme de la détection anti-intrusion,
- alarmes techniques.

III-7 – Conclusion : positionnement des phénomènes dangereux selon leur gravité et leur probabilité

Probabilité

Le pétitionnaire estime qu'un incendie d'un rack ou d'un flot de stockage est courant dans l'activité de logistique. Selon l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, il classe donc cet événement en catégorie A : « risque courant ». Cependant, avec le système d'extinction automatique d'incendie (de type ESFR à intervention rapide de l'ordre de 50 secondes) permet rapidement de limiter la propagation de l'incendie à la cellule ce qui classe ce scénario comme un « événement probable » (catégorie B), c'est-à-dire que l'événement peut se produire pendant la durée de vie de l'installation.

Enfin, en ce qui concerne l'incendie généralisé, les pompiers interviennent sur site en 30 minutes alors qu'il y a des murs séparatifs coupe-feu de degré 2 heures limitant à ce temps la propagation de l'incendie aux autres cellules. Le scénario est donc classé comme « événement improbable ».

Gravité

L'étude des dangers a montré que les effets toxiques et les effets de visibilité n'engendraient pas de risques significatifs. Seuls les effets thermiques sont donc classés par le pétitionnaire de la façon suivante :

	Gravité sans mur coupe-feu	Gravité avec mur coupe feu
Incendie d'une cellule	Sérieuse	Modérée
Incendie généralisé	Sérieuse	Modérée

Conclusion

Les phénomènes dangereux « incendie d'une cellule » et « incendie généralisé » sont donc classés comme ayant une gravité modérée et une probabilité inférieure à « probable ». Les risques sont donc considérés comme acceptables.

IV) CONSULTATION ET ENQUETE PUBLIQUE

IV-1 – Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 17 novembre au 17 décembre 2008 inclus selon l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête du 09 octobre 2008. Elle concernait les communes de Saint-Ouen-L'Aumône, de Pierrelaye, de Herblay, de Bessancourt, de Frépillon et de Méry-sur-Oise.

La publicité officielle de l'enquête a été effectuée dans les journaux suivant :

Le Parisien, éditions des 27 octobre et 18 novembre 2008 ;

L'Echo-Le Régional, éditions du 31 octobre et du 21 novembre 2008.

Aucune observation n'a été portée sur les registres d'enquête déposés dans les mairies de communes concernées.

IV-2 – Avis de la commission d'enquête

Dans la conclusion de son rapport du 21 janvier 2009, le commissaire enquêteur émet **un avis favorable** au projet présenté par CFEB SISLEY assorti de deux recommandations.

La première porte sur l'utilisation des eaux pluviales. Le commissaire enquêteur souhaite que l'utilisation des eaux de pluie provenant des toitures soit privilégiée pour des usages sanitaires ainsi que pour l'arrosage des espaces verts. Il base cette recommandation sur l'arrêté ministériel du 29 août 2008 qui autorise l'usage domestique et sanitaire des eaux de pluies.

La seconde recommandation porte sur la production d'énergie électrique. Le commissaire enquêteur souhaite que soit privilégiée la production d'énergie électrique à partir de panneaux photovoltaïques ou d'éoliennes compte tenu de l'importance de la surface de toitures et d'espaces libres.

IV-3 - Avis des conseils municipaux

Le conseil municipal de Bessancourt a émis, le 04 décembre 2008, **un avis favorable** à la demande d'autorisation sous réserve du respect des règles de sécurité applicables en la matière.

Le conseil municipal de Herblay a émis, le 18 décembre 2008, **un avis favorable** à la demande d'autorisation.

Le conseil municipal de Méry-sur-Oise a émis, le 18 décembre 2008, **un avis favorable** à la demande d'autorisation avec les remarques suivantes :

- *« toutefois, compte tenu du niveau relativement conséquent de véhicules annoncés vers le site (40 PL et 450 VL) il est rappelé la nécessité de mener une réflexion approfondie sur la création d'une nouvelle traversée de l'Oise. En ce sens, il faut souligner les récentes avancées parues dans cet objectif dans les documents de la CCVOI et de la région Ile de France.*

L'accroissement régulier des activités développées sur les différentes zones des parcs d'activités de Saint Ouen L'Aumône accroît tout aussi régulièrement le trafic routier et ce trafic a des répercussions sur notre trafic local. Cette dimension est donc à prendre en compte et nous réaffirmons la nécessité de mener une réflexion pour trouver un franchissement supplémentaire sur l'Oise. De même, cet accroissement du contingent des industries soumises à la réglementation des installations classées pour l'Environnement doit être accompagné des moyens à même de permettre aux services de la DRIRE de mener à bien ses missions de surveillance et de prévention auprès de ces industries. Il en est de même sur les services de secours pour lesquels des moyens supplémentaires doivent trouver un dimensionnement adéquat ».

Le conseil municipal de Saint-Ouen-L'Aumône a émis, le 18 décembre 2008, **un avis favorable** à la demande d'autorisation.

A la date du présent rapport, la commune de Pierrelaye n'a pas transmis d'avis sur la demande d'autorisation.

IV- 4- Avis des services consultés

Sous Préfecture de Pontoise

Par courrier du 29 janvier 2009, la Sous-Préfecture de Pontoise a émis un avis favorable à la demande d'autorisation déposée par CFEB SISLEY sous réserve de la prise en compte des deux recommandations formulées par le commissaire enquêteur.

Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

Le SDIS fait part dans son rapport du 4 décembre 2008 des observations suivantes :

Sur l'incendie de la cellule de stockage de produits inflammables :

Le dossier prévoit que la cellule de stockage de 2714 m² des liquides inflammables soit placée au centre du bâtiment. Cette particularité pourrait occasionner pour les services de secours des difficultés opérationnelles importantes. En effet, aucune façade de ce stockage n'est directement accessible. Le pouvoir calorifique élevé des produits stockés dans cette cellule occasionnera des difficultés d'approche. Enfin, la nécessité de procéder à l'extinction au moyen de mousse implique la mise en place de moyens complémentaires et spécifiques. A ce titre, selon le SDIS, il apparaît nécessaire soit de prévoir soit le transfert de cette cellule sur l'une des deux extrémités du site, soit la mise en œuvre de moyens de prévention complémentaires.

Sur la défense extérieure contre l'incendie :

Le SDIS souligne qu'aucun document ne permet d'affirmer que le réseau est en mesure de répondre au débit nécessaire de 240 m³/h. Il est nécessaire que le pétitionnaire se rapproche du concessionnaire du réseau pour attester de la disponibilité du débit.

Par ailleurs, compte tenu des zones d'effets thermiques, l'implantation des hydrants sur le périmètre du bâtiment pourrait être optimisée. Une étude pourrait être menée avec le service opérations du SDIS.

Sur les fiches de données de sécurité des produits :

Le dossier mentionne la présence de nombreux produits chimiques sur le site. Le SDIS rappelle que les fiches de données sécurité associées à ces produits devront être facilement accessibles sur place pour les secours en cas de sinistre.

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS)

Par courrier du 08 décembre 2008, la DDASS émet **un avis favorable** à la demande d'autorisation déposée par CFEB SISLEY sous réserve :

- que cet entrepôt, une fois en fonctionnement, respecter les limites réglementaires en matière de bruit. Une mesure acoustique complémentaire devra être réalisée sous un délai de 6 mois après la mise en fonctionnement de l'entrepôt ;
- que la protection du réseau d'eau potable par des disconnecteurs disposés selon la configuration du réseau au sein de l'entrepôt soit prévue ;
- que l'éventuelle pollution du sol soit prise en considération lors des différentes phases de l'aménagement du projet.

La DDASS souligne en effet que le projet se situe en plaine de Pierrelaye Bessancourt, dans le périmètre maximal où a lieu, pendant plus de 100 ans, des pratiques d'épandages d'eaux usées brutes. Ces dernières ont entraîné une pollution des sols, notamment en métaux lourds. Aussi, tout aménagement dans ce secteur doit prendre en compte les expositions potentielles à cette pollution ainsi que la gestion d'éventuelles terres excavées lors de la phase de chantier.

▪ DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

La Direction régionale de l'environnement a confirmé par téléphone à l'inspection qu'elle n'avait pas d'observation particulière à émettre sur le dossier.

▪ DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES

Par courrier du 07 novembre 2008, la direction régionale des affaires culturelles a précisé que si, dans le délai de 6 mois, aucune prescription n'a été édictée, le projet ne donnera pas lieu à des prescriptions archéologiques. A la date du présent rapport, aucune prescription n'a été édictée.

Le service départemental de l'architecture et du patrimoine a, quant à lui, indiqué par courrier du 24 octobre 2008, que le projet n'appelait pas d'observations particulières.

▪ BUREAU DE LA POLICE DE L'EAU

Dans son courrier du 18 décembre 2008, le bureau de la Police de l'eau de la DDEA **donne un avis favorable** au projet au titre de la police de l'eau.

V) ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

V-1- Analyse des avis émis et des réponses apportées

Sur la récupération en toiture des eaux pluviales pour un usage sanitaire proposée par le commissaire :

Dans son mémoire, le commissaire enquêteur vise l'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments pour recommander à l'exploitant la mise en place d'un système de récupération des eaux de pluie de toiture. Cet arrêté autorise l'utilisation de l'eau de pluie collectée à l'aval de toitures inaccessibles pour des usages domestiques extérieurs au bâtiment. L'arrosage des espaces verts accessibles au public est effectué en dehors des périodes de fréquentation du public. Il permet également d'utiliser cet eau à l'intérieur d'un bâtiment, uniquement pour l'évacuation des excréta et le lavage des sols.

En réponse, par courrier du 09 janvier 2009, le pétitionnaire a notamment évoqué les difficultés technico-économiques pour mettre en place un tel système de récupération sur son site pour un usage sanitaire. Il indique en effet que récupérer les eaux pluviales des 36 000 m² de toiture imposerait de réaliser des canalisations enterrées jusqu'à la cuve de récupération des eaux ce qui impliquerait également la nécessité de doubler les réseaux d'alimentation en eau du site. Il souligne au contraire que son projet favorise le traitement alternatif des eaux pluviales en limitant la réalisation de conduites enterrées et en favorisant l'écoulement de surface des eaux pluviales jusqu'à des noues permettant ainsi d'améliorer l'infiltration des eaux de pluies et sa filtration. En revanche, il indique qu'il réfléchit sur un projet de récupération pour l'arrosage des espaces verts.

Le pétitionnaire a également exploré la piste d'une végétalisation de la toiture comme l'évoquait le commissaire enquêteur. Son projet prévoit d'ailleurs une toiture végétalisée pour les bureaux et les locaux techniques. Cependant pour les cellules de stockage, ce procédé est selon lui trop coûteux. Il évoque un coût supplémentaire de 70 €/m². D'autre part, la solution impose de renforcer la toiture et la charpente qui la supporte. Selon le pétitionnaire l'investissement supplémentaire demandé paraît trop important au regard des gains environnementaux envisageables d'autant qu'aucun spécialiste ne s'aventure pas à chiffrer les économies d'énergie espérées avec ce procédé.

En ce qui concerne la toiture végétalisée, l'inspection souligne que la mise en œuvre de ce type de dispositif reste une démarche volontaire qui ne peut être imposée par la législation des installations classées. Il convient cependant de s'assurer que le procédé n'entrave pas le bon fonctionnement des barrières de sécurité prévues pour la lutte contre l'incendie. En particulier, il est rappelé la nécessité de conserver une couverture incombustible de l'entrepôt et une stabilité de sa structure pendant une demie heure.

En ce qui concerne les eaux pluviales, il convient de souligner que, moyennant un traitement adapté, l'infiltration des eaux de pluies dans les sols via des noues paysagères répond également, comme la récupération des eaux pluviales pour un usage d'arrosage, à l'objectif de préservation des ressources en eau dans ce sens qu'elle permet le rechargement des nappes souterraines. Sur ce point, le pétitionnaire avait indiqué dans son dossier de demande d'autorisation qu'il étudiait la mise en place de noues paysagères et qu'il tiendrait le Préfet informé des conclusions de sa réflexion. Le rapport d'étude (T080040 réalisé par TECHNOSOL) a été transmis à l'inspection en date du 26 février 2009.

Les études de sols réalisées sur le terrain montrent une perméabilité des sols variant entre 1.10^{-6} et 6.10^{-6} m/s pour les couches superficielles comprises entre 0 et 2 mètres de profondeur et une perméabilité de 5.10^{-6} m/s pour les couches plus profondes situées entre 3 et 4 mètres de profondeur. Ce rapport conclut donc que l'infiltration partielle et lente des eaux pluviales est possible sur le site mais ne peut constituer la seule solution en raison de la faible perméabilité des sols. Par ailleurs, les matériaux finement sableux constituant le sol (sables marneux) sont sensibles aux phénomènes d'entraînements de particules fines en cas de circulation d'eau.

En conclusion sur le dispositif de gestion des eaux pluviales, le pétitionnaire précise qu'il maintient le dispositif tel qu'il est décrit dans son dossier, la qualité du sol ne permettant pas une bonne infiltration. L'inspection partage cette conclusion au regard des éléments apportés par le pétitionnaire.

L'inspection souligne par ailleurs que l'article 4ter de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié qui dispose que :

« Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de substances relevant de l'annexe au présent arrêté par lessivage des installations de production, toitures, sols, aires de stockage, etc., ces eaux doivent être collectées et envoyées dans un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Elles ne peuvent être rejetées directement ou indirectement dans les eaux souterraines qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin. » L'annexe visée prévoit les hydrocarbures dans la liste des substances.

Pour démontrer le respect de cette disposition, le pétitionnaire a précisé que les noues de collecte des eaux pluviales provenant des parkings et situées en amont du séparateur d'hydrocarbures seront imperméabilisées à l'argile.

Sur la production d'énergie électrique par panneaux solaires ou éolienne recommandée par le commissaire :

En réponse à la recommandation du commissaire enquêteur, le pétitionnaire a indiqué qu'il avait étudié la possibilité du recouvrement de la toiture par une membrane photovoltaïque. Néanmoins, le montant de l'investissement s'élève à 9 millions d'euros pour un retour sur investissement estimé à 14 ans. Il ajoute qu'il s'était rapproché de cinq investisseurs spécialisés, producteurs d'électricité, qui n'ont pas souhaité investir dans le projet les rendements étant insuffisants.

Ainsi, cette solution semble se heurter à des difficultés techniques et économiques pour CFEB SISLEY.

Comme pour la toiture végétalisée, l'inspection souligne que la mise en place de tels systèmes relève davantage d'une démarche volontaire qui ne peut être imposée par la législation des installations classées. Compte tenu des mesures constructives nécessaires pour la lutte contre l'incendie telles qu'une toiture incombustible ou une stabilité au feu de la structure de l'entrepôt, ces solutions mériteraient d'être attentivement étudiées au regard des risques technologiques.

Sur la problématique du trafic routier évoqué par Monsieur le Maire de Méry-sur-Oise :

La création d'une nouvelle voie de passage sur l'Oise relève d'une problématique d'aménagement et d'urbanisation qui ne peut être traitée dans le cadre d'une procédure de demande d'autorisation d'une installation classées.

Cependant, il convient de souligner que l'étude d'impact déposée mentionne que le trafic généré par l'activité du site s'élève à environ 500 véhicules par jour. Cette donnée est à comparer aux comptages des véhicules sur les axes routiers situés à proximité du site :

- A15 (à hauteur de Saint-Ouen-L'Aumône) : 127 945 véhicules par jour
- RN 184 (à proximité de la ZAC des Béthunes) : 67 037 véhicules par jour
- A1 (à l'est de la ZAC des Béthunes) : 56 639 véhicules par jour

Sur l'incendie de la cellule de stockage D' de produits inflammables (avis du SDIS) :

La demande du SDIS de déplacer la cellule de stockage D' pour faciliter son accès a été transmise pour obtenir des éléments de réponse à CFEB SISLEY. Dans son courrier du 26 février 2009, le pétitionnaire précise que *« les flux thermiques susceptibles d'être générés en cas d'incendie de la cellule D', ainsi que les processus d'exploitation ne permettent pas de modifier l'emplacement prévu pour cette cellule sans qu'elle soit contiguë à une zone de bureaux et donc être en contradiction avec l'article 6 de l'arrêté ministériel du 05 août 2002. Tous les autres emplacements qui pourraient être envisagés conduiraient à ce que les flux de 5 kW/m² générés en cas d'incendie sortent de l'emprise foncière du site ou à une perturbation majeure des processus de fonctionnement du site. De plus les produits entreposés dans cette cellule sont majoritairement des parfums entreposés dans des petits contenants sur-emballés qui sont parfois considérés comme pouvant être entreposés au sein des cellules de produits combustibles.*

En mesures complémentaires, il a été prévu dans cette cellule une détection incendie et un sprinklage adapté aux produits stockés ».

Au regard de la représentation des flux thermiques générés lors d'un incendie de cette cellule D' (voir annexe 2 du présent rapport), un déplacement de la cellule conduisant à un déplacement des distances d'effet implique que le flux thermique de 5 kW/m² sorte des limites de propriété du site. Les murs coupe-feu de degré 2 heures autour de cette cellule et le système d'extinction automatique adapté aux produits qui sera installé constitue par ailleurs des barrières adaptées au risque. Le feu pourra également être attaqué par la façade avant de l'entrepôt.

En conséquence, l'inspection considère qu'il n'est pas indispensable d'imposer au pétitionnaire le déplacement de cette cellule.

Sur la défense extérieure contre l'incendie (avis du SDIS) :

Le pétitionnaire prévoit dans son étude de danger l'implantation de 8 poteaux incendie permettant de délivrer les 240 m³/h pendant deux heures évalués comme nécessaire.

Comme le préconise le SDIS la disponibilité du débit d'eau délivré par ces 8 hydrants devra être attestée par le concessionnaire du réseau (article 7.6.3 du projet de prescriptions techniques).

L'implantation des 8 poteaux sera telle que pour chacune des faces de l'entrepôt, un poteau se situe à moins de 100 mètres du bâtiment.

Cependant, le positionnement de chaque hydrant devra obtenir l'accord du SDIS (**article 7.6.3 du projet de prescriptions techniques**).

Sur les fiches de données de sécurité des produits (avis du SDIS) :

Comme cela est imposé par l'arrêté ministériel du 05 août 2002 relatif aux entrepôts soumis à autorisation, et selon la recommandation du SDIS, le projet de prescriptions techniques annexé au présent rapport prévoit la mise à disposition de l'inspection et des secours de toutes les fiches de données sécurité des produits dangereux présents sur le site (**article 7.1.1 du projet de prescriptions techniques**).

Sur les nuisances sonores telles qu'elles apparaissent dans les réserves émises par la DDASS :

Dans son dossier de demande d'autorisation, le pétitionnaire expliquait que les équipements particuliers, sources de bruit (compresseur, chaudières, groupe électrogène, groupes froids) seront implantés dans des locaux fermés, le bruit y sera donc confiné. Sur le site, les nuisances sonores et les vibrations auront donc pour seule origine les moteurs de véhicules.

Dans ces conditions, l'exploitation des installations sur le site devrait se faire en conformité avec l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Cet arrêté impose des valeurs limites de bruit en limite de propriété mais également dans des zones à émergence réglementée. Compte tenu des dispositions prises par le pétitionnaire (confinement des sources) et de l'implantation du site (zone d'activité industrielle), l'inspection rappelle dans le projet de prescriptions les valeurs limites de bruit issues de l'arrêté du 23 janvier 1997 qui s'imposent à toute installation classée nouvellement autorisée (**article 6.2.2 du projet de prescriptions techniques**).

Ces valeurs sont associées à un premier contrôle dans un délai de 6 mois comme le préconise la DDASS puis une fois tous les 3 ans.

Sur la protection du réseau d'eau potable par des disconnecteurs préconisée par la DDASS :

L'inspection des installations classées partage la préconisation de la DDASS et propose d'imposer l'implantation de disconnecteur sur le réseau d'alimentation en eau de l'établissement comme cela est d'ailleurs imposé par l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux émissions de toute nature issues des installations classées soumises à autorisation (**article 4.1.2 du projet de prescriptions techniques**).

Sur la prise en considération lors des différentes phases de l'aménagement du projet de l'éventuelle pollution de la plaine de Pierrelaye Bessancourt (avis de la DDASS) :

Après contact pris avec la DDASS, il apparaît que la plaine de Pierrelaye Bessancourt fait l'objet d'un diagnostic de pollution en deux phases mené par le SIAP. La première phase consiste à la définition du périmètre des sols susceptibles d'être pollués par l'épandage depuis plus de 100 ans d'eaux usées. Elle est en cours de finalisation mais le rapport définitif n'est pas encore publié. Les premiers résultats laissent à penser que le site retenu par CFEB SISLEY se trouve dans le périmètre maximal où a eu lieu l'épandage. La pollution des sols est essentiellement une contamination en métaux lourds et il semble que leur répartition soit assez disparate.

Le 26 février 2009, CFEB SISLEY a transmis à l'inspection une étude des sols qu'elle a fait réaliser en 2007 lors de l'achat du terrain par le bureau SEFIA Ingénieurs Conseils. Cette étude repose sur la réalisation de sondages à la pelle mécanique pour lesquels 5 échantillons ont été prélevés. Le plan localisant les fouilles est joint en annexe 3 du présent rapport. Les prélèvements ont été réalisés sur la couche superficielle des fouilles (entre 0 et 0,5 m de profondeur). L'analyse des sols a porté sur les métaux lourds, les hydrocarbures et les PCB. Les résultats des analyses sont présentés également en annexe 3 du présent rapport. Ils ne mettent pas en évidence de contamination des sols superficiels en métaux lourds, hydrocarbures et PCB.

L'inspection souligne que l'étude ne s'est intéressée qu'à la couche superficielle du sol (entre 0 et 0,5 m de profondeur). Or l'épandage des boues pendant plus de 100 ans et leur recouvrement potentiel peut laisser envisager une contamination plus profonde. Il convient de préciser que l'usage du site est de type non sensible et que le recouvrement des contaminations en métaux lourds par un revêtement empêchant tout contact avec

les sources est suffisant. L'usage projeté du site n'apparaît donc pas incompatible avec son état (absence de pollution en surface des sols).

Reste cependant à s'assurer que l'excavation des terres susceptibles d'être polluées ne remettent pas en contact les polluants avec les personnes sur le site. Le projet de CFEB SISLEY prévoyant une couverture du site par l'entrepôt, des parkings et de la terre végétale est donc compatible avec l'état du sol sous réserve que les terres excavées soient éliminées vers une filière adaptée.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées partage la recommandation de la DDASS et propose d'imposer à l'exploitant les mesures de maîtrise de la pollution des sols suivantes (**Titre 8 du projet de prescriptions techniques**) :

- Dans le cas où des travaux de terrassement et d'excavation sont nécessaires sur une profondeur supérieure à 0,5 m du sol, le maître d'ouvrage prend les mesures préventives adaptées afin d'assurer la protection des travailleurs vis-à-vis des risques d'exposition aux substances polluantes susceptibles d'être contenues dans ces terres et en particulier sur la présence potentielle de métaux lourds. Les terres extraites sont préalablement caractérisées par au moins une analyse de la concentration en métaux lourds avant évacuation.
- Les terres extraites et évacuées du site sont dirigées vers les installations dûment autorisées à les recevoir compte tenu des résultats des analyses évoquées au point précédent. Tout éventuel entreposage sur site de terres contaminées en attente d'évacuation vers une installation adaptée doit s'effectuer de façon à prévenir tout risque de mélange avec les terres saines. Les bordereaux d'élimination des terres contaminées seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant au moins 5 ans.
- Tout comblement d'excavation sur le site qui ne fera pas l'objet d'un recouvrement par un revêtement minéral de type béton, bitume... doit être réalisé, pour sa partie supérieure, sur une profondeur de 1 mètre de la surface, par l'apport de terres propres non contaminées.

V-2- Avis de l'inspection – caractère acceptable de la demande

Au delà des observations sur le projet retranscrites dans la partie V-1 du présent rapport, l'inspection des installations classées considère que certains éléments du dossier mérite une attention particulière :

Installations de combustion (chaudières et groupes électrogènes)

Le chauffage des installations sera assuré par deux chaudières à gaz d'une puissance de 1,9 MW installées dans un local dédié de 87 m². Bien que fonctionnant au gaz comme le précise le demandeur, ces chaudières génèrent des émissions atmosphériques contenant des polluants tels que le CO, le CO₂, les NO_x, ou encore des poussières qu'il convient de limiter. Cette limitation passe par un bon entretien de chacune d'elles de sorte que leur rendement de combustion reste supérieur à 90 %. Il est proposé d'imposer cet entretien et le rendement minimal pour les deux chaudières.

En outre, selon l'article R224-26 du code de l'environnement impose aux exploitants des installations de combustion d'une puissance supérieure à 400 kW, d'avoir à leur disposition des appareils de contrôle en état de bon fonctionnement (Indicateur de la température des gaz de combustion à la sortie de la chaudière, un analyseur portatif des gaz de combustion donnant la teneur en dioxyde de carbone ou en dioxygène...).

Conformément à l'article R224-29 du code de l'environnement, pour les chaudières d'une puissance supérieure à 400 kW, l'exploitant est tenu de calculer au moment de chaque remise en marche de la chaudière, et au moins tous les trois mois pendant la période de fonctionnement, le rendement caractéristique de la chaudière dont il a la charge. En outre, il doit vérifier les autres éléments permettant d'améliorer l'efficacité énergétique de celle-ci. Enfin, l'exploitant est tenu de maintenir à jour un livret de chaufferie qui contient les renseignements prévus à l'article R. 224-28.

Il est proposé de rappeler ces dispositions du code de l'environnement dans un arrêté préfectoral mis à jour (article 3.2.5 du projet de prescriptions techniques).

Concernant les NOx, il est proposé de fixer une valeur limite de rejet de 150 mg/Nm³ telle que le prévoit l'arrêté type de la rubrique 2910. L'environnement du site et la puissance individuelle des chaudières ne requiert pas des limites plus contraignantes. La concentration limite en SO2 retenue est également celle de l'arrêté type : 35 mg/Nm³. Il en est de même pour les poussières dont la limite est fixée à 5 mg/Nm³. Ces valeurs limites sont d'ailleurs reprises dans le plan de protection de l'atmosphère d'Ile de France signé le 07 juillet 2006.

En ce qui concerne les groupes électrogènes, l'inspection souligne que le plan de protection de l'atmosphère susvisé prévoit une limitation de leur utilisation en Ile-de-France. Ainsi, tout groupe électrogène fixe diesel non utilisé comme cogénération ne peut être mis en service que dans les situations suivantes :

- pour une alimentation de remplacement après interruption de la source normale ou lorsque le réseau ne peut subvenir aux besoins dans des conditions de sécurité satisfaisantes ;
- pour alimenter un dispositif de sécurité ;
- au cours d'essais réglementaires ou liés à l'entretien des installations.

La demande d'autorisation du CFEB SISLEY prévoit l'utilisation des groupes que dans ces conditions. Il est proposé de les fixer par prescriptions techniques (**article 3.23 du projet de prescriptions**).

En outre, ces installations sont susceptibles d'émettre dans l'atmosphère du CO2, des NOx, du SO2 et des poussières qu'il convient de limiter pendant leur phase de fonctionnement. L'inspection des installations classées propose donc de prescrire les valeurs limites d'émission suivantes à l'exploitant :

- NOx : 2000 mg/ Nm³ (en équivalent NO2) cependant la durée maximale de fonctionnement est limitée à 500 h/an
- SO2 : 160 mg/ Nm³
- Poussières : 100 mg/ Nm³

Pour faire face au risque d'incendie et d'explosion de la chaufferie, comme le prévoit le dossier de demande d'autorisation, l'inspection propose d'imposer au pétitionnaire des dispositions constructives et de sécurité particulières à cette installation. Il s'agit notamment d'isoler la chaufferie du reste de l'entrepôt par des murs coupe feu de degré deux heures, un système capable d'arrêter l'alimentation en gaz des brûleurs en cas d'anomalie détectée...

Stockage des liquides inflammables

Le pétitionnaire prévoit le stockage de 200 m³ de liquides inflammables dans une cellule dédiée de 2714 m². Ce stockage présente un potentiel d'incendie important du fait du pouvoir calorifique des produits et un risque de pollution du sol en cas de déversement des produits.

L'exploitant a retenu, en réponse aux recommandations du SDIS, le maintien de la cellule à son emplacement initial (cellule D' sur le plan de l'annexe 1) et la mise en œuvre des moyens de lutte suivant :

- murs coupe feu de degré 2 heures autour de la cellule
- dispositif d'extinction automatique d'incendie par sprinklers, adapté aux produits stockés.

L'inspection propose d'imposer à l'exploitant la disponibilité de ces moyens et leur entretien régulier.

En outre des dispositions constructives sont à respecter pour limiter toute propagation d'incendie de cette cellule vers les autres cellules de l'entrepôt. Il est proposé de les prescrire à l'exploitant qui a déjà prévu dans son dossier l'isolation de la cellule par des murs coupe-feu :

- les parois extérieures sont construites en matériaux de classe A1 selon la norme NF EN 13 501-1 (incombustible) ;
- murs séparatifs REI 120 ;
- portes intérieures EI 30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- l'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) satisfait la classe et l'indice Broof (t3) ;
- les matériaux des ouvertures laissant passer l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Pour la pollution des sols en cas de déversement de liquides, il est prévu de prescrire que le sol des aires et locaux de stockage de liquides inflammables soit imperméable et incombustible (de classe A1).

Protection contre la foudre

Bien que la date du dépôt du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de CFEB SISLEY est postérieure à la date rendant applicable des dispositions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008, les travaux de construction de l'entrepôt n'ayant pas commencés, l'exploitant a accepté par lettre du 09 septembre 2008 de mettre en œuvre les nouvelles dispositions de cet arrêté ministériel. En particulier le dispositif de protection nécessaire devra être établi à partir d'une analyse du risque de foudre réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2 et une étude technique réalisée par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Demande de modification des volumes initialement prévus dans le dossier

Par courrier du 26 février 2009, le pétitionnaire a fait savoir à l'inspection des installations classées que les volumes demandés dans son dossier pour les rubriques 2920 (installations de réfrigération et de compression) et 2925 (atelier de charge des accumulateurs) avaient été calculés de façon trop juste au regard de l'exploitation envisagée sur le site. Il demande donc à pouvoir être autorisé pour des volumes plus importants :

- rubrique 2920 : 1400 kW au lieu des 1224 kW prévus dans le dossier ;
- rubrique 2925 : 350 kW au lieu des 141 kW prévus dans le dossier.

Cette augmentation des volumes ne modifie pas le régime de ces installations : l'installation classée sous la rubrique 2920 relève toujours du régime de l'autorisation et celle classée sous la rubrique 2925 reste soumise à déclaration.

Le principal enjeu environnemental de la rubrique 2920 est la maîtrise des niveaux sonores. Sur ce point, les compresseurs resteront installés dans un local fermé. En outre, l'augmentation de la puissance des compresseurs ne remet pas en cause les capacités de l'exploitant à respecter les valeurs limites de bruit envisagées.

Pour la rubrique 2925, l'atelier de charge présenté dans le dossier répond à la réglementation en vigueur et à la maîtrise des enjeux environnementaux liés à l'exploitation de cette installation : maîtrise de la pollution du sol en cas de déversement d'acide par un revêtement étanche, limitation des risques d'explosion par l'aération suffisante du local, protection contre l'incendie par des murs coupe-feu et des portes coupe-feu. L'augmentation de la puissance de charge ne s'accompagne donc pas d'une augmentation importante des risques et des impacts potentiels de l'activité.

Considérant ces éléments, l'inspection propose d'émettre un avis favorable à cette demande.

Avis de l'inspection

Les dispositions prévues par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation permettent de répondre aux principaux enjeux liés à l'exploitation d'un tel entrepôt notamment en ce qui concerne le risque d'incendie. Les principales observations formulées par les différentes parties lors de l'enquête publique n'a pas mis en évidence d'éléments venant s'opposer à l'installation de cet entrepôt sous réserve de la prise en compte par le pétitionnaire de certaines recommandations telles que :

- le contrôle de l'excavation des terres lors du chantier de construction,
- la mise à disposition des informations sur la nature et les risques des produits stockés sur le site,
- le contrôle des nuisances sonores et des nuisances atmosphériques liées aux chaudières,
- la construction de l'entrepôt de façon contenir les effets thermiques d'un incendie (murs coupe-feu, portes coupe feu...)
- ...

VI) CONCLUSION ET PROPOSITIONS

La société CFEB SISLEY a demandé l'autorisation d'exploiter un entrepôt de matières combustibles et inflammables comprenant une chaufferie sur son site de Saint-Ouen-L'Aumône, situé dans la ZAC des Béthunes II. Le dossier de demande a été déposé le 27 juin 2008.

Son instruction a permis de montrer que la demande était acceptable sous réserve que certaines dispositions soient prises pour maîtriser l'impact des installations et les risques induits.

Les principales dispositions concernent :

- les dispositions de maîtrise du risque d'incendie (titre du projet de prescriptions) ;
- la maîtrise des émissions atmosphériques des installations de combustion (titre du projet de prescriptions) ;
- la surveillance des nuisances sonores (titre du projet de prescriptions) ;
- la prise en compte de la pollution potentielle du site en métaux lourds (titre du projet de prescriptions).

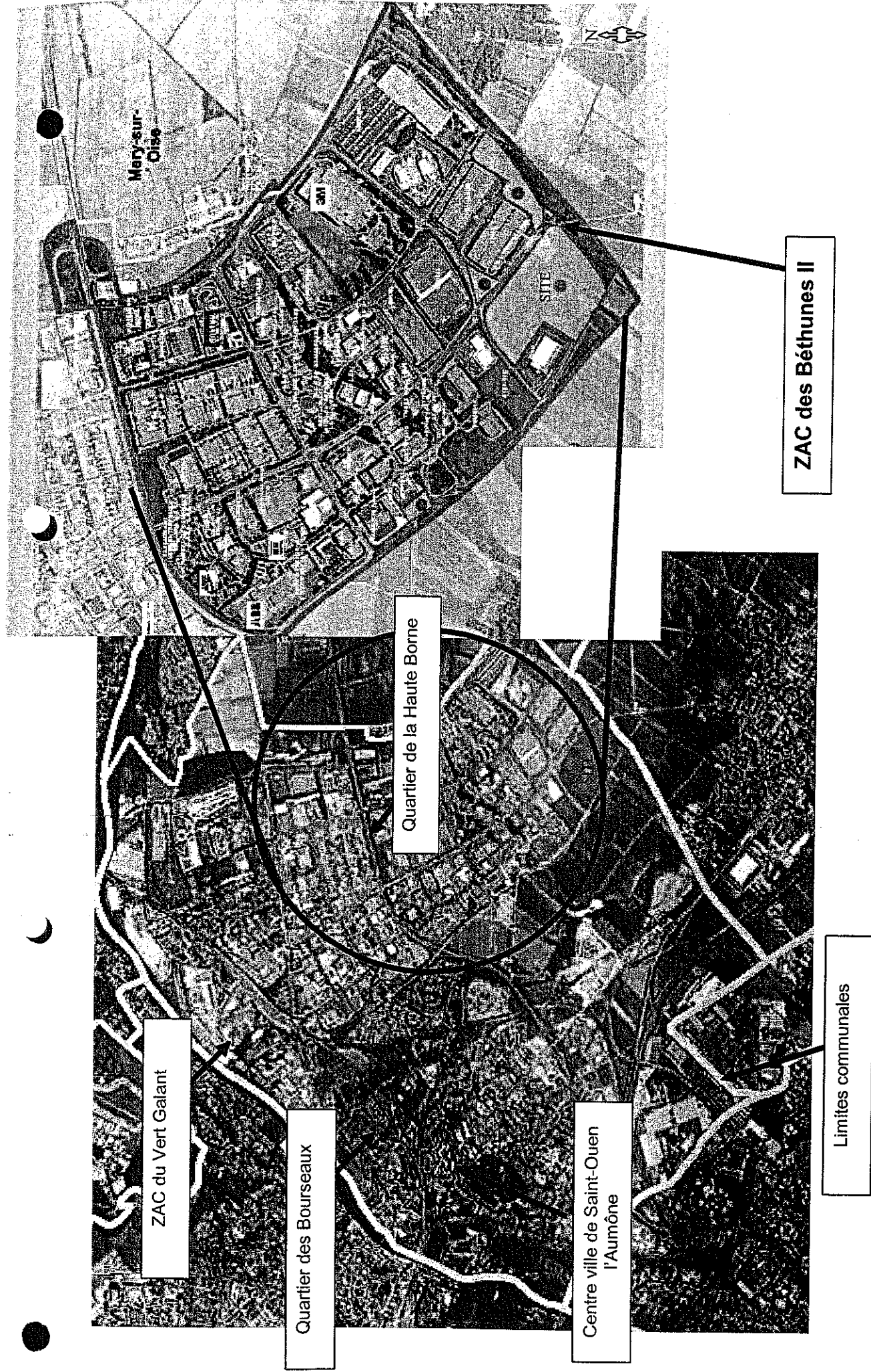
En conséquence de quoi, l'Inspection des Installations Classées émet un avis favorable à la demande du pétitionnaire sous réserve du respect des prescriptions techniques annexées au présent rapport (annexe 4). Par rapport au dossier de demande d'autorisation initiale, le projet prévoit une augmentation de la puissance de charge maximale autorisée pour l'atelier de charge classé sous la rubrique 2925 et une augmentation de la puissance des installations de réfrigération et de compression classées sous la rubrique 2920.

Dans le cadre de la procédure définie par l'article R512-25 du code de l'environnement, l'Inspection des Installations Classées propose à M. le Préfet du Val d'Oise de solliciter l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques sur ce projet.

L'inspecteur des installations classées

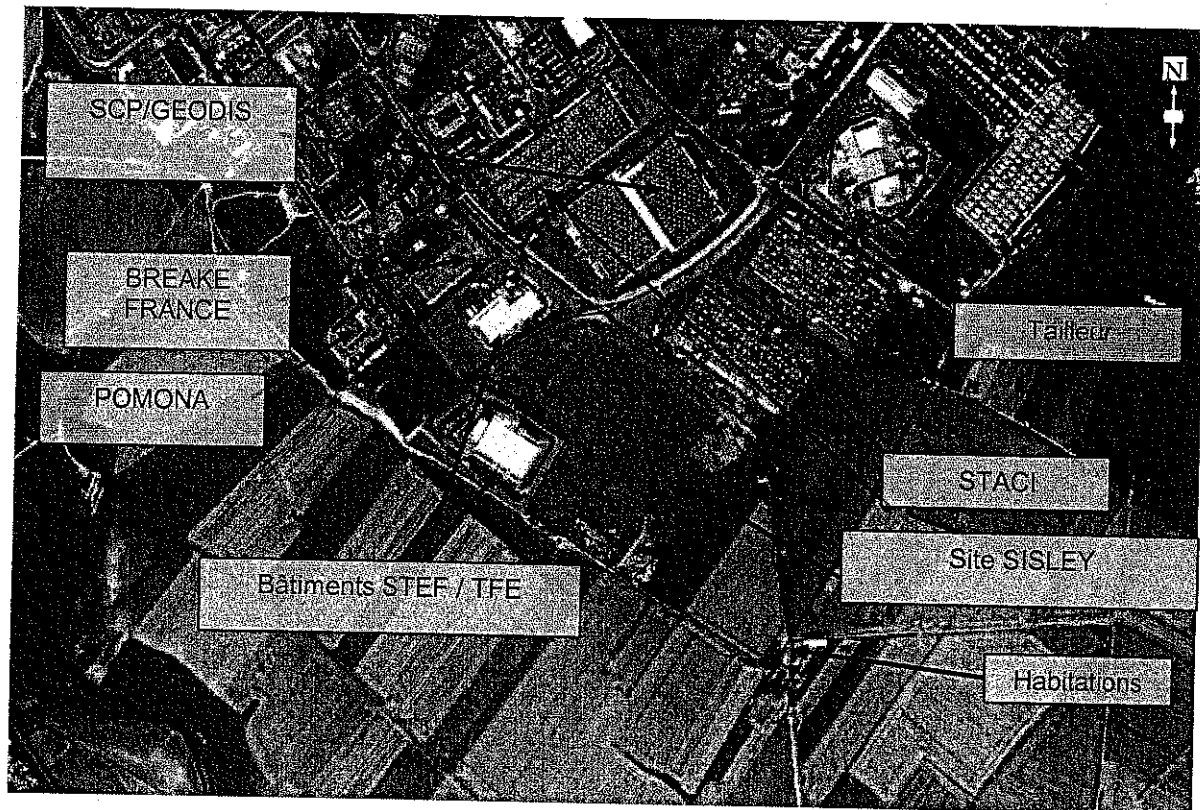
ANNEXE 1

LOCALISATION DU SITE



➤ **Le terrain**

Le site SISLEY sera situé dans la partie Sud de la ZAC des Béthunes II, comme indiqué sur la vue aérienne ci-dessous :



ANNEXE 2

REPRESENTATION DES FLUX THERMIQUES

BASSIN DE RETEN

CHAMPS EN CULTURE

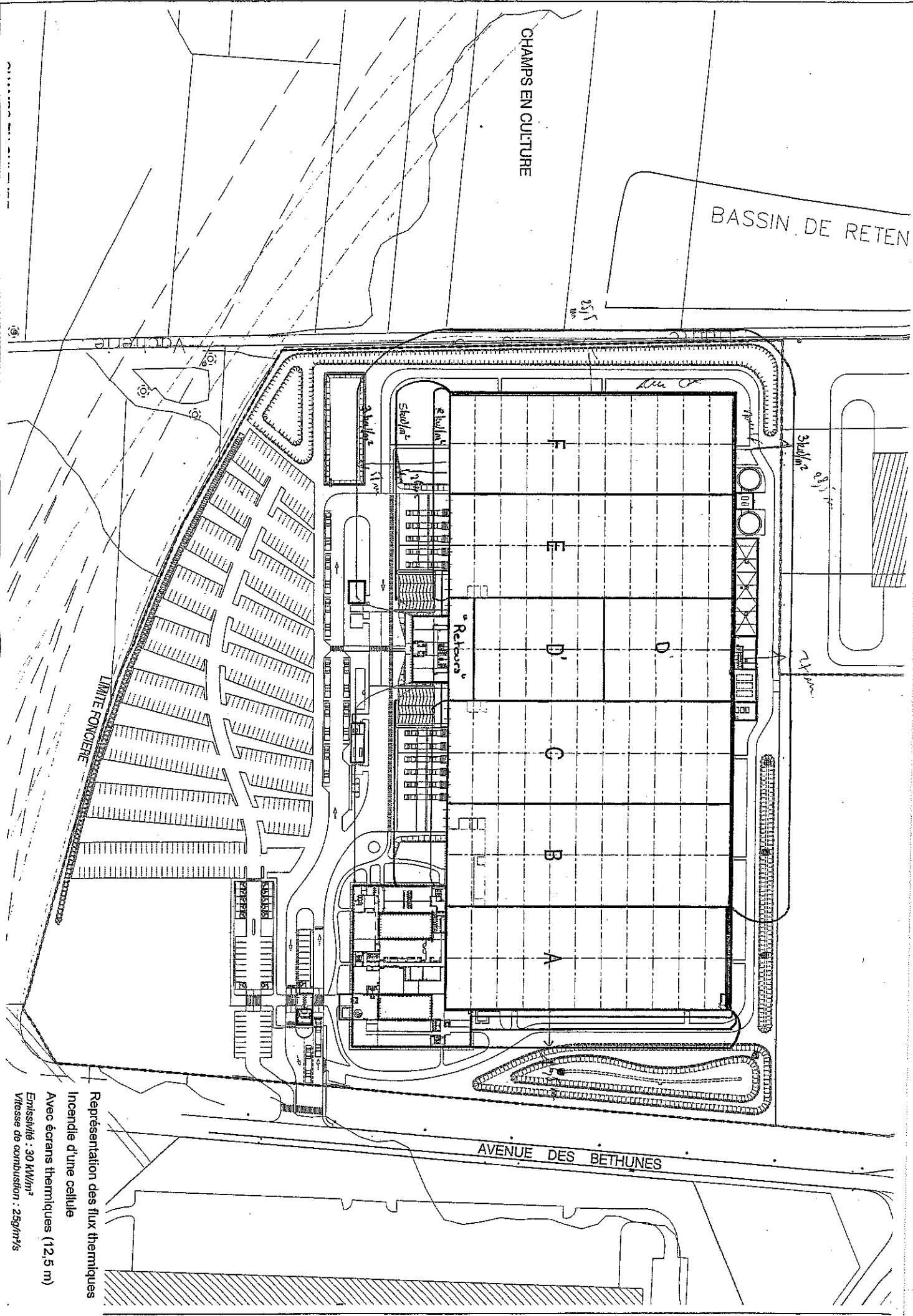
Vallée

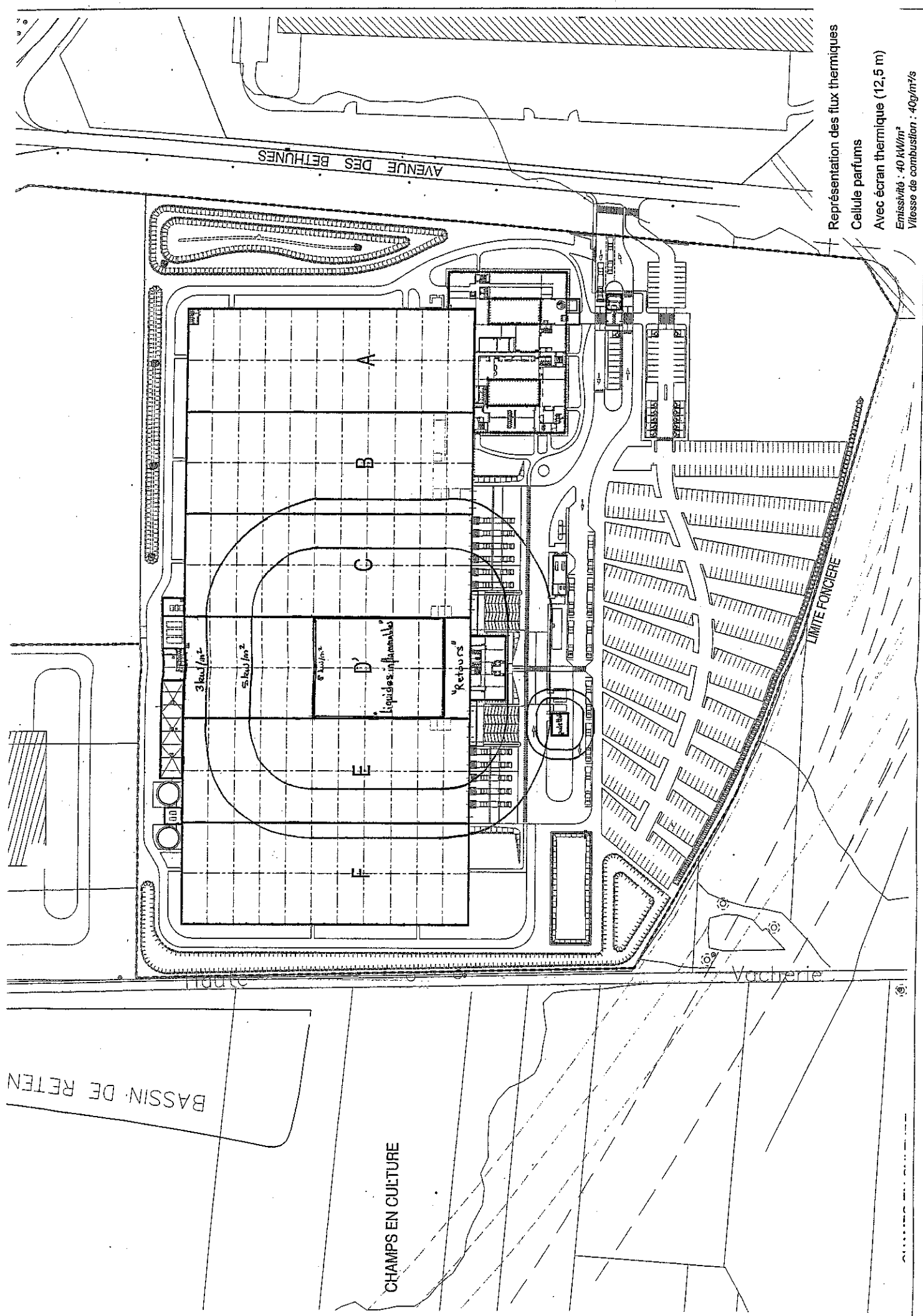
Limite Foncière

AVENUE DES BETHUNES

Représentation des flux thermiques
Incendie d'une cellule
Avec écrans thermiques (12,5 m)
Emissivité : 30 kW/m²
Vitesse de combustion : 25g/m²s

Echelle: 1/1500





Représentation des flux thermiques

Cellule parfums

Avec écran thermique (12,5 m)

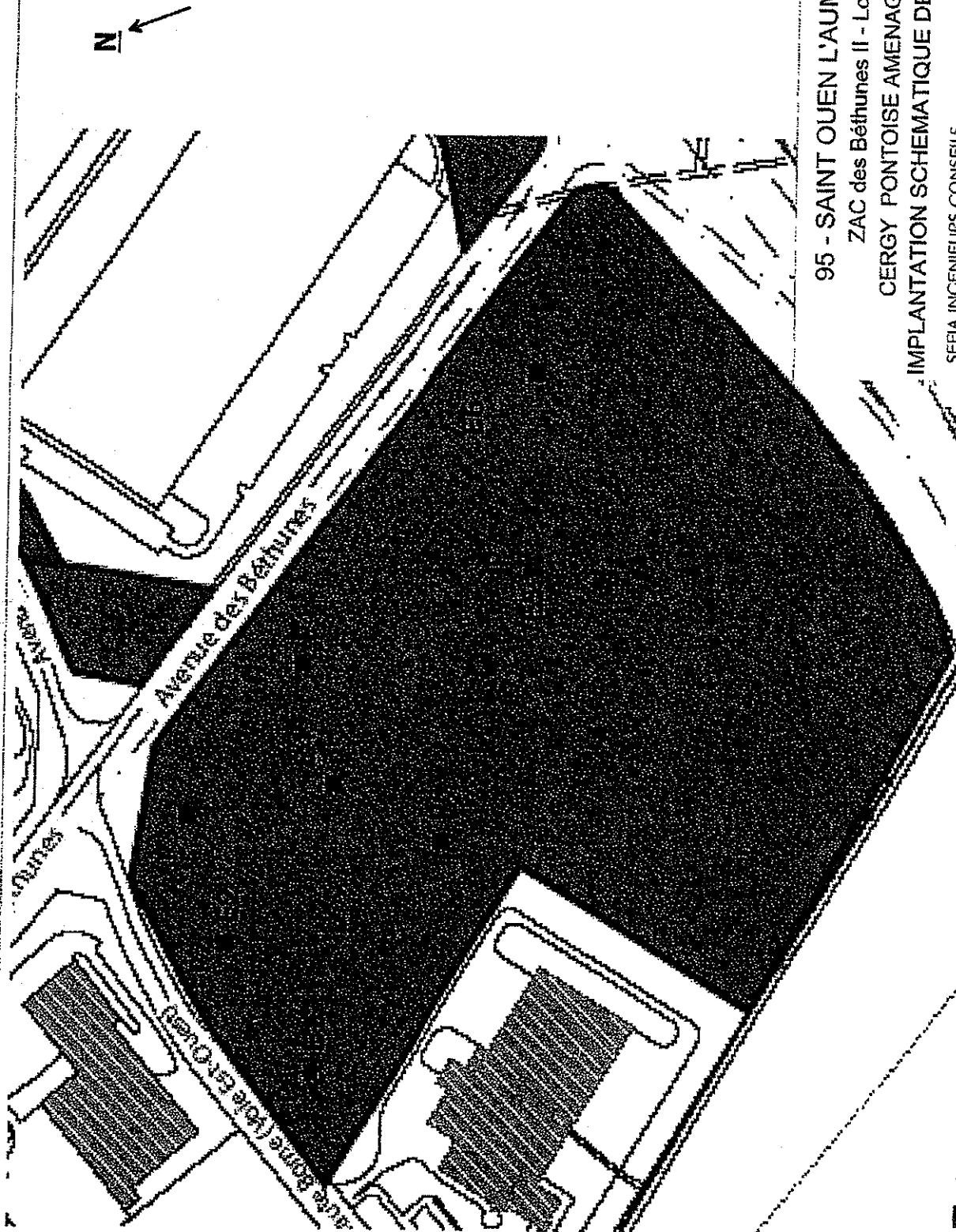
Emissivité : 40 kW/m²

Vitesse de combustion : 40g/m²/s

ECHELLE: 1/1500

ANNEXE 3

LOCALISATION DES FOUILLES POUR L'ANALYSE DES SOLS



■ Fouille à la pelle mécanique et localisation des prélèvements

95 - SAINT OUEN L'AUMONE
ZAC des Béthunes II - Lot D
CERGY PONTOISE AMENAGEMENT
IMPLANTATION SCHEMATIQUE DES SONDAGES

SEPIA INGENIEURS CONSEILS
Europarc - Habitat A - 139 Chemin des Buissons
94000 CRETEIL
Tél : 01 48 53 02 40 Fax : 01 43 39 27 05 E-mail : contact@sefia.fr

III.2.3 Résultats analytiques

A. Hydrocarbures totaux et Métaux lourds

	E1	E2	E4	E5	E6
Hydrocarbures	162	145	<25,0	119	87
Arsenic (As)	7,45	7,52	1,86	9,63	6,34
Cadmium (Cd)	2,56	2,88	<1,0	3,21	1,38
Chrome (Cr)	40,5	41,3	6,72	49,4	27,6
Cuivre (Cu)	122	116	<5,0	159	69,8
Mercuré (Hg)	2,71	1,86	<0,1	3,25	1,85
Nickel (Ni)	13,3	13,7	3,29	17,5	9,7
Plomb (Pb)	191	179	<5,0	305	151
Zinc (Zn)	420	421	10,4	497	242

B. Polychlorobiphényles

	E1	E2	E4	E5	E6
PCB 28	< 0,01	< 0,01	< 0,01	< 0,01	< 0,01
PCB 52	< 0,01	0,01	< 0,01	< 0,01	< 0,01
PCB 101	0,02	0,03	< 0,01	0,01	< 0,01
PCB 118	< 0,01	0,01	< 0,01	< 0,01	< 0,01
PCB 153	0,03	0,04	< 0,01	0,03	0,01
PCB 138	0,07	0,12	< 0,01	0,03	0,02
PCB 180	0,01	0,02	< 0,01	0,01	< 0,01

Concentration en PCB

III.2.4 Interprétation

A. Hydrocarbures totaux

Les concentrations mesurées restent très inférieures aux seuils de référence (VDSS). On rappellera que l'analyse des hydrocarbures totaux concerne uniquement les chaînes carbonées comprises entre n-C10 et n-C40. Cette analyse n'intègre pas le dosage des essences et, d'une manière plus générale, des composés volatils. Des analyses plus fines nécessiteraient le dosage des BTEX et des OHV.

Par ailleurs, les méthodes d'analyses ne permettent pas de doser les hydrocarbures totaux polaires (dosage au fréon).

Néanmoins, l'absence d'indice organoleptique spécifique permet d'écarter une contamination des sols de nature organique.

ANNEXE 4

PROJET DE PRESCRIPTIONS TECHNIQUES
